

Nous exigeons l'ouverture de voies légales et effectives d'accès à la France pour la protection des Afghanes et Afghans victimes de persécutions

Les talibans sont de nouveau maîtres de l'Afghanistan. Le spectre des années de plomb resurgit, la population afghane est sous la férule de religieux totalitaires qui se livrent à une surenchère meurtrière dans la terreur ! En cible privilégiée: les femmes, qui voient d'ores et déjà tous leurs droits disparaître. Nous disons que la France doit accueillir en extrême urgence sur son sol toute personne rendue vulnérable par l'accession au pouvoir des talibans, tout particulièrement les femmes et les personnes LGBTI.

Le droit d'asile ne se marchande pas. Il doit être effectif maintenant !

Nous rappelons l'obligation du respect absolu et inconditionnel de la Convention de Genève sur l'asile et des textes de l'Union européenne de protection des populations persécutées. Le personnel civil ayant travaillé pour les autorités françaises et les magistrat-e-s et avocat-e-s afghan-e-s ne sont pas les seul-e-s que le France doit rapatrier. Nous affirmons qu'il y a pour chaque Afghane ou Afghane un risque réel de menace grave contre sa vie et sa personne : il est impératif et urgent de renoncer aux décisions indignes aboutissant à l'expulsion de milliers d'Afghan-es.

Nous exigeons que soit mis en pratique le regroupement familial, et l'ouverture de voies légales afin que tou-te-s les Afghanes et Afghans persécuté-e-s et qui le sollicitent, ainsi que les familles de ceux qui sont déjà bénéficiaires de la protection internationale accordée par la France, puissent rejoindre rapidement le sol français directement depuis Kaboul. Nous exigeons l'arrêt des procédures issues du règlement Dublin, le retrait de toute mesure d'éloignement à l'encontre de demandeur-ses d'asile afghan-es et l'accord accéléré de la protection qu'ils/elles doivent recevoir en France afin de leur permettre d'accéder à l'emploi et à un hébergement dignes. Le gouvernement d'Emmanuel Macron doit cesser de s'engager dans des politiques et discours empruntés à l'extrême droite. Sixième puissance économique mondiale, la France a les moyens d'accueillir les exilé-e-s d'Afghanistan. Surtout, nous en avons le devoir historique !

Rassemblement
Lundi 6 septembre - 18h00
Palais de Justice

Collectif de Défense des Libertés Fondamentales : ATTAC, CGT UD76, CREAL 76 (Comité de Réflexion et d'Action Laïque), DAL (Droit au Logement), Émancipation 76, Fondation Copernic, FSU 76, Groupe d'Action Féministe (GAF), LDH (Ligue des Droits de l'Homme), NPA, PCF, Parti de Gauche, SGEN CFDT, Solidaires 76, ...

et :

Pastorale des Migrants, RESF (Réseau Éducation Sans Frontières) ...